

Cote du document: EB 2019/128/R.24/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 7 d) i) e)
Date: 11 décembre 2019
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don

République socialiste démocratique de Sri Lanka

Projet relatif à l'entrepreneuriat et à la résilience des petits exploitants agricoles

Numéro du projet: 2000002583

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Nigel Brett
Directeur régional
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Tarek Kotb
Directeur de pays
courriel: t.kotb@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-huitième session
Rome, 10-12 décembre 2019

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	3
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	6
III. Risques	9
A. Risques et mesures d'atténuation	9
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	10
IV. Exécution	10
A. Cadre organisationnel	10
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	11
C. Plans d'exécution	12
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	13

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework

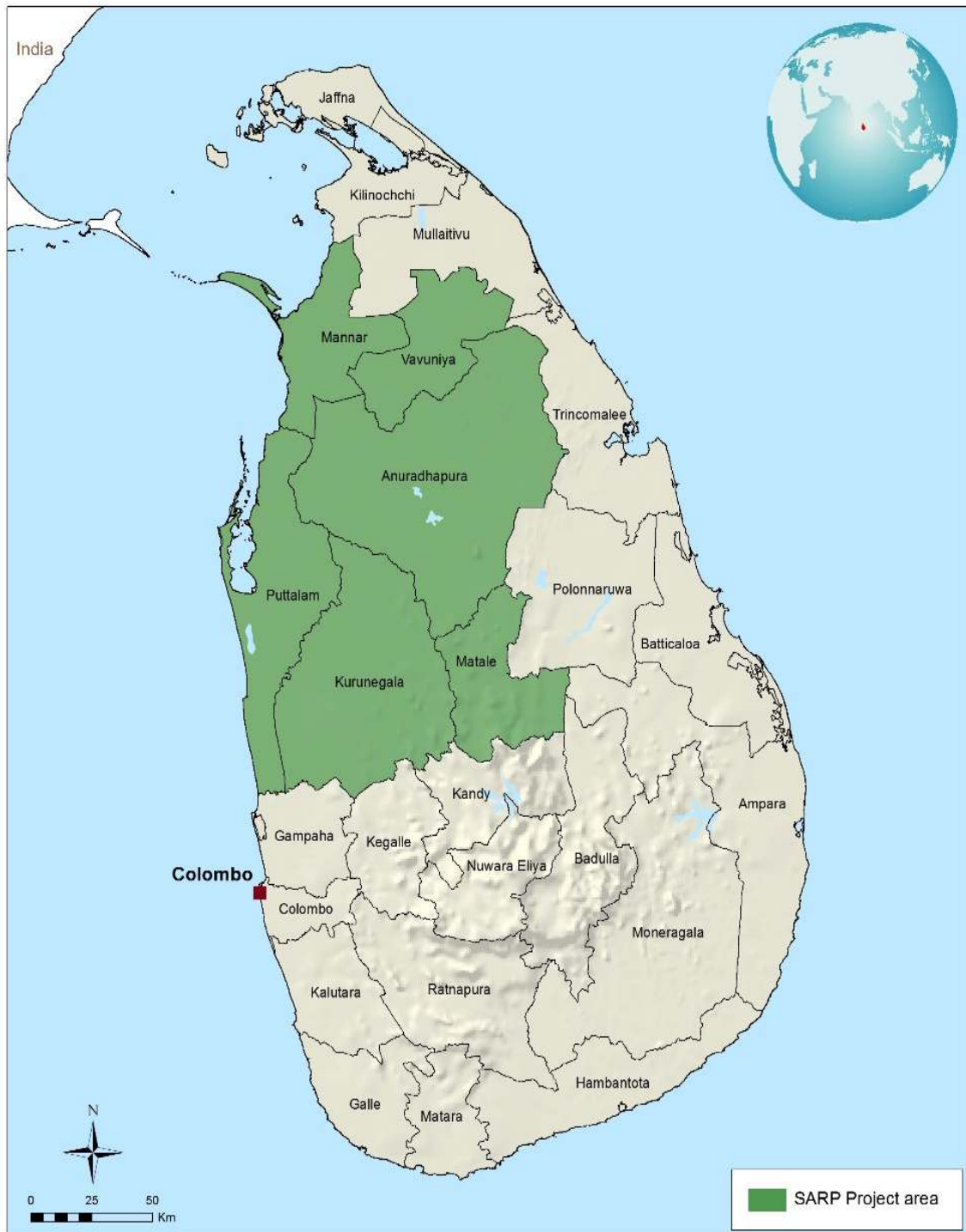
Équipe d'exécution du projet

Directeur régional:	Nigel Brett
Directeur de pays:	Tarek Kotb
Responsable technique du projet:	Michael Hamp
Responsable des finances:	Irene Li
Spécialiste climat et environnement:	Vidhisha Nayanthara Samarasekara
Juriste:	Purificacion Tola Satue

Sigles et acronymes

ODD	Objectif de développement durable
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Carte de la zone du projet



Source: FIDA; 01/07/2019

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République socialiste démocratique de Sri Lanka
Bénéficiaire du don:	Ministère des finances et de la planification
Organisme d'exécution:	Secrétariat de la présidence, Ministère de l'agriculture
Coût total du projet:	82,0 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	41,7 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions ordinaires: 28 ans, y compris un différé d'amortissement de 11 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant la marge variable
Montant du don du FIDA:	1 million d'USD
Cofinanceurs:	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme alimentaire mondial (PAM), Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), secteur privé
Montant du cofinancement:	PNUD: 8,8 millions d'USD PAM: 2,6 millions d'USD UNOPS: 0,3 million d'USD Secteur privé: 1,7 million d'USD
Conditions du cofinancement:	Don
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	12,7 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	13,2 millions d'USD
Montant du financement du FIDA (action climatique):	36,7 millions d'USD
Institution coopérante:	FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 47.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Depuis la fin de la guerre civile en mai 2009, l'économie de Sri Lanka progresse régulièrement, affichant un taux de croissance annuel moyen compris entre 6% et 7% et entraînant un net recul de la pauvreté. Cette croissance économique rapide a permis à Sri Lanka d'accéder à la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, avec un PIB de 4 104 USD par habitant. Aujourd'hui, l'agriculture représente 10% du PIB, l'industrie 30,5% et les services 60%. Actuellement, une transformation structurelle tend à détacher le pays du secteur agricole, mais le processus est relativement lent et 30% de la population active continue à être employée dans l'agriculture.
2. L'extrême pauvreté, plutôt rare, est concentrée dans des poches géographiques. La croissance a contribué à la réduction de la pauvreté, comme indiqué, mais quelque 32% des habitants continuent à être classés dans les catégories de population quasiment pauvres ou pauvres. La majorité d'entre eux résident en milieu rural et dans des plantations et vit à peine au-dessus du seuil d'extrême pauvreté, à savoir 1,50 USD par jour. Sri Lanka peut cependant être considéré comme un modèle de réussite en matière de développement puisqu'il a dépassé un grand nombre des Objectifs du Millénaire pour le développement. Les succès obtenus au niveau national masquent toutefois des écarts considérables entre les sexes, classes d'âge, groupes ethniques et zones géographiques. La disponibilité des produits alimentaires est assurée au niveau national, mais cela ne se traduit pas nécessairement par la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages dans toutes les catégories de la population, en particulier les groupes socialement et nutritionnellement vulnérables.
3. Les ambitions du Gouvernement actuel en matière de développement économique sont illustrées dans le document Vision 2025 (2017-2025), dont l'objectif est de faire passer Sri Lanka à une agriculture commerciale tout en améliorant la sécurité alimentaire et en favorisant l'accroissement des revenus des petits exploitants agricoles. On y reconnaît qu'il faut corriger les disparités de revenus croissantes observées entre les régions et, au niveau des personnes, entre les travailleurs.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

4. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, le projet a été classé comme:
 - axé sur la question climatique;
 - axé sur la nutrition;
 - axé sur les jeunes.
5. **Genre et inclusion sociale.** Les femmes jouent un rôle important dans le secteur agricole (outre leur rôle au sein de la famille et en matière de procréation), représentant 53% de la force de travail agricole (souvent en tant que main-d'œuvre familiale non rémunérée). L'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages 2012-2013 a montré que 23% des ménages sri-lankais étaient dirigés par une femme. L'absence généralisée de capital social dans le secteur agricole, d'espaces commerciaux et de marchés a fait obstacle à la participation des femmes aux activités commerciales.

6. **Jeunes.** Les jeunes âgés de 15 à 29 ans représentent approximativement 24% de la population et plus de 75% d'entre eux vivent en milieu rural. Les jeunes continuent de se heurter à des difficultés liées à l'éducation, à l'engagement civique, à la participation politique et, plus particulièrement, à l'emploi. La vulnérabilité de Sri Lanka face aux changements climatiques a des incidences non négligeables sur les jeunes, limitant les possibilités d'emploi et de génération de revenus dans le secteur agricole. Le travail indépendant est entravé du fait des faibles compétences commerciales et financières des jeunes et de leur incapacité à accéder à des financements.
7. **Climat et environnement.** Les changements climatiques constituent un problème majeur dans le pays, qui est confronté à des précipitations plus violentes et moins prévisibles, à des canicules et à des épisodes de sécheresse prolongés. Les ménages ruraux vivant dans la zone aride le ressentent tout particulièrement. Les changements climatiques accentuent également les effets de la dégradation environnementale, des pressions démographiques et des pratiques non durables d'utilisation des terres, alors même que les sols épuisés sont encore dégradés par les pluies torrentielles et les inondations. La fréquence et l'intensité des phénomènes climatiques ont augmenté au cours des dernières décennies, les catastrophes naturelles frappant plus particulièrement la zone aride.
8. **Nutrition.** La dénutrition reste une source de préoccupation à Sri Lanka, avec quelque 17% des enfants de moins de 5 ans considérés comme présentant un retard de croissance. De plus, 15% souffrent d'émaciation, ce qui indique une situation critique en matière de santé publique selon les critères de l'Organisation mondiale de la Santé.
9. Dans le cadre du Projet relatif à l'entrepreneuriat et à la résilience des petits exploitants agricoles, on accordera une attention particulière à ces groupes pendant le processus de mobilisation communautaire en vue de leur intégration dans les activités du projet. L'équipe chargée de l'exécution du projet bénéficiera d'une formation pour aider les personnes handicapées à accéder au projet et en tirer des avantages. Les jeunes seront spécifiquement ciblés par le programme de développement d'entreprises prévu dans la conception à leur intention. Les filières à dimension nutritionnelle seront recensées et une stratégie cohérente d'inclusion sociale sera mise en place. Celle-ci décrira l'approche à dimension nutritionnelle et sera assortie d'une analyse de l'état nutritionnel des bénéficiaires ciblés et de la description des activités permettant de l'améliorer. Des activités et approches spécifiques ont été définies dans le projet pour favoriser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Justification de l'intervention du FIDA

10. Depuis 1977, le FIDA est un important partenaire de Sri Lanka dans le domaine du développement rural, et il a appuyé 18 projets d'investissement pour un coût global de 347 millions d'USD. La priorité initiale des investissements du FIDA était l'accroissement de la production, de la productivité et des revenus des petits exploitants agricoles mais, ces dernières années, le Gouvernement a procédé à une réorientation stratégique en vue de faire face aux changements climatiques tout en axant l'agriculture paysanne sur la production commerciale comme moyen durable de réduire la pauvreté. Ces objectifs sont parfaitement cohérents avec les compétences de base du FIDA.
11. Les indicateurs de pauvreté et de malnutrition mentionnés précédemment confirment qu'il faut réaliser des investissements productifs ciblés associés à des activités de renforcement des capacités dans les zones rurales pour faire face aux défis des changements climatiques tout en réduisant la pauvreté et en améliorant la sécurité alimentaire d'une manière durable; et que ces investissements doivent porter sur les ressources en eau et en terre, l'accès au marché et les produits, et avoir un impact positif maximal sur la nutrition.

12. S'agissant de faire reculer la pauvreté, l'avantage relatif sans équivalent du FIDA transparaît dans le programme d'options stratégiques pour le pays 2015-2020 et ses deux objectifs stratégiques, à savoir: i) les petits exploitants bénéficient d'une amélioration durable de la productivité dans le cadre d'un système de subsistance plus résilient; ii) les populations rurales pauvres, femmes et hommes, sont effectivement reliées aux marchés.

B. Enseignements tirés

13. Les points suivants résument les principaux enseignements tirés de l'évaluation de la stratégie et du programme de pays menée en 2018, qui intéressent le projet. Il faut notamment: i) améliorer la cohérence et l'orientation stratégique grâce au ciblage de zones géographiques et groupes spécifiques, tout en s'attaquant aux questions prioritaires telles que la résilience face aux aléas climatiques, la nutrition et les jeunes; ii) cibler spatialement et individuellement la pauvreté tout en évitant l'accaparement par les élites; iii) introduire des approches judicieuses en matière de finance rurale, notamment des combinaisons de dons complémentaires comme instrument provisoire permettant de cofinancer les investissements productifs, complétés par l'expansion des services financiers durables; iv) veiller à ce que l'amélioration de l'accès au marché soit globale et non de nature ponctuelle; v) établir des partenariats avec des organismes de développement, des organismes techniques publics et des organisations non gouvernementales à des fins de cofinancement et de collaboration technique; vi) accentuer le plaidoyer relatif aux grandes orientations grâce à la concertation sur les politiques; vii) renforcer la coordination au niveau local pour éviter les chevauchements d'activités dans les mêmes districts et divisions de la zone du projet; viii) adapter et reproduire les bonnes pratiques mises en évidence lors de la mise en œuvre de projets de développement dans la zone aride.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

14. La finalité du projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire des petits exploitants agricoles de Sri Lanka dans la région aride. L'objectif en matière de développement est de renforcer la résilience de 40 000 ménages de petits agriculteurs vivant dans la zone du projet (180 000 personnes) et d'améliorer leur intégration dans le marché.
15. Le projet sera exécuté dans les districts prioritaires des provinces du nord, du centre-nord, du centre et du nord-ouest de la zone aride. Il privilégiera 260 systèmes de gestion de l'eau par réservoirs en cascade sélectionnés dans les trois bassins fluviaux – Malwathu Oya, Mi Oya et Deduru Oya – déterminés comme étant les plus vulnérables sur le plan écologique et social. Les systèmes de cascades sélectionnés sont situés dans des sites fragiles: des zones géographiques où les exploitants et les moyens d'existence agricoles sont particulièrement exposés et vulnérables face à la variabilité climatique croissante.
16. Le projet ciblera trois catégories de ménages – les ruraux en situation d'extrême pauvreté, les personnes pauvres capables de vendre sur les marchés locaux et les petits exploitants agricoles ayant des visées commerciales plus larges. Les autres groupes vulnérables sont les ménages souffrant de malnutrition grave, les personnes handicapées et les anciens combattants. Les mécanismes de ciblage sont les suivants: i) ciblage géographique; ii) autociblage; iii) ciblage direct. On évitera l'accaparement par les élites en ciblant soigneusement et en suivant attentivement les avantages fournis aux individus, aux ménages, aux groupements d'entraide et aux groupements de producteurs, avec l'aide d'animateurs spécialisés en inclusion sociale et en problématique hommes-femmes et d'accompagnateurs communautaires.

B. Composantes, résultats et activités

17. L'objectif du projet en matière de développement devrait être atteint grâce à la mise en œuvre de deux composantes techniques portant sur: le renforcement des capacités pour l'amélioration de la résilience face aux aléas climatiques et le développement de filières inclusives (composante 1); l'investissement climatiquement rationnel dans la résilience face aux aléas climatiques et le développement de filières inclusives (composante 2). Chacune de ces composantes se divise en deux sous-composantes techniques, appuyées par une composante transversale visant à assurer l'efficacité de la coordination et de la gestion du projet.
18. Pour atteindre son objectif, le projet visera l'obtention de quatre effets directs majeurs:
- **Effet direct 1.** Capacités renforcées des organisations de producteurs et appui en matière de gestion des risques climatiques fourni aux associations de gestion de bassin versant – 182 associations.
 - **Effet direct 2.** Capacités renforcées des femmes, des jeunes, des organisations faïtières et des entreprises sociales de gérer des entreprises d'une manière rentable et durable – 400 groupements et organisations.
 - **Effet direct 3.** Ménages de petits exploitants indiquant qu'ils ont un meilleur accès à l'eau et à la terre (données ventilées par sexe et par âge) – 10 450 ménages.
 - **Effet direct 4.** Petits exploitants agricoles, femmes et jeunes gérant des entreprises agricoles et non agricoles rentables – 6 400 personnes.
19. **Composante 1: Renforcement des capacités pour l'amélioration de la résilience face aux aléas climatiques et le développement de filières inclusives.** La mise en œuvre de cette composante s'articulera autour de deux sous-composantes: 1.1, renforcement des capacités des prestataires de services et des exploitants en matière d'adaptation aux effets des changements climatiques; 1.2, renforcement des capacités de développement de filières inclusives. L'objectif de la sous-composante 1.1 est de renforcer les capacités et les compétences des prestataires de services locaux, des associations d'irrigants, des organisations de gestion de bassin versant et des exploitants agricoles en matière d'adaptation et de résilience face aux aléas climatiques. L'objectif de la sous-composante 1.2 est de renforcer les capacités de développement de filières inclusives grâce à des formations en nutrition, gestion d'entreprise, finance et commercialisation destinées aux organisations de producteurs, aux groupements d'entraide et aux individus, en vue d'améliorer la nutrition, l'accès au marché et les revenus.
20. **Composante 2: Investissement climatiquement rationnel dans la résilience face aux aléas climatiques et le développement de filières inclusives avec prise en compte de la question climatique,** y compris le développement des infrastructures de proximité. La mise en œuvre de cette composante s'articulera autour de deux sous-composantes: 2.1, investissement dans la production et les infrastructures résilientes face aux aléas climatiques; 2.2, investissement dans le développement de filières inclusives. L'objectif de la sous-composante 2.1 est d'améliorer la résilience face aux aléas climatiques et de promouvoir de meilleures conditions de production grâce à des investissements dans la construction d'aménagements relatifs à l'eau et à la terre et dans des techniques agricoles adaptatives. L'objectif de la sous-composante 2.2 est d'améliorer la rentabilité et les revenus grâce à des investissements dans les marchés, les routes de desserte et les centres d'appui aux services au profit des petits exploitants agricoles, des femmes et des jeunes.

21. **Composante 3: La gestion et la coordination du projet** seront assurées depuis le Secrétariat de la présidence, avec l'appui des organismes techniques chefs de file placés sous la houlette du Ministère de l'agriculture, notamment le Département du développement agricole, le Département de l'agriculture et le Département de l'irrigation.

C. Théorie du changement

22. La théorie du changement du projet part du principe que les petits exploitants agricoles et les ménages ruraux vivant dans la zone aride ne peuvent pas passer eux-mêmes d'une agriculture de semi-subsistance à un fonctionnement axé sur le marché. Les raisons sous-jacentes entravant cette transition sont aussi nombreuses que variées, à savoir: i) la faiblesse des politiques et du partage des savoirs; ii) le manque de compétences et de capacités techniques chez les prestataires de services et les agriculteurs; iii) un accès insuffisant aux intrants de qualité et à des services de conseil et d'appui efficaces; iv) un accès limité aux infrastructures rurales (eau, terre, entreposage et routes de desserte); v) la distribution et l'intensité variables des précipitations et la hausse des températures (changements climatiques); vi) des régimes alimentaires peu satisfaisants et des connaissances insuffisantes en matière d'alimentation et de nutrition; vii) la perception négative de l'agriculture chez les jeunes.
23. La théorie du changement offre aux différentes catégories de bénéficiaires diverses trajectoires à l'appui des moyens d'existence. Les ménages les plus vulnérables ayant un accès limité à la terre seront employés dans des activités Espèces pour la création d'actifs qui évolueront en sources de revenus potentielles. Les petits exploitants agricoles auront accès aux techniques de production améliorées et seront encouragés à former des organisations commerciales de producteurs. Les agriculteurs, notamment les femmes et les jeunes, seront organisés et dotés des compétences nécessaires pour être en mesure de gérer les ressources en eau et en terre d'une manière durable, d'accéder au marché et de gérer des entreprises rurales rentables. Des études et des enquêtes relatives aux thèmes prioritaires éclaireront la concertation sur les politiques au niveau national.

D. Alignement, appropriation et partenariats

24. Le projet est étroitement harmonisé avec le document Vision 2025 (2017-2025) de Sri Lanka, qui établit les priorités et l'orientation stratégique nationales. Le projet est aussi parfaitement cohérent avec les objectifs de développement durable (ODD) et contribue à la réalisation de cinq d'entre eux en particulier: Pas de pauvreté (ODD 1), Faim zéro (ODD 2), Égalité entre les sexes (ODD 5), mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques (ODD 13) et Vie terrestre (ODD 15). De plus, le projet s'inscrit dans le droit fil du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et contribue directement à la réalisation de ses objectifs stratégiques: objectif stratégique 1 – renforcer les capacités productives des populations rurales pauvres; objectif stratégique 2 – accroître les avantages que les populations rurales pauvres tirent de leur intégration au marché; objectif stratégique 3 – renforcer la viabilité environnementale et accroître la résilience aux changements climatiques des activités économiques des populations rurales pauvres.
25. La conception du projet sera également harmonisée avec les activités menées par le PAM, le PNUD et la Banque mondiale concernant la résilience dans la zone aride. Une collaboration étroite sera établie avec le Programme de partenariats avec les petites agro-industries (2017-2023) en vue de créer des synergies et des partenariats avec le secteur privé. Il sera fait appel à l'unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité du PAM pour recueillir des données de référence utiles au projet. Un partenariat avec l'Institut international de gestion des ressources en eau et l'Institut international de recherche sur le riz sera mis en place dès le début de l'exécution.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

26. Le coût total du projet s'élève à 82 millions d'USD sur une période de six ans. Toutes les estimations de coût sont fondées sur les prix en vigueur à Sri Lanka. Dans le cadre de ce projet, le montant total alloué par le FIDA au titre du financement de l'action climatique s'élève à 36 723 902 USD, soit 86% du montant total que le Fonds alloue au projet.

Tableau 1

Coût du projet par composante et sous-composante et par source de financement

(en millions d'USD)

	Prêt du FIDA		Don du FIDA		PNUD		PAM		UNOPS		Secteur privé		Bénéficiaires		Gouvernement		Total			
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%		
1. Renforcement des capacités pour l'amélioration de la résilience face aux aléas climatiques et le développement de filières inclusives																				
1.1. Renforcement des capacités en matière de résilience face aux aléas climatiques	4,5	42,9	0,3	2,9	2,4	22,9	0,5	4,8	-	-	-	-	-	-	-	-	2,8	26,7	10,5	12,8
1.2. Renforcement des capacités de développement de filières inclusives	0,9	73,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,4	0,1	8,1	0,2	16,3	1,2	1,5		
Sous-total	5,4	46,0	0,3	2,6	2,4	20,5	0,5	4,3	-	-	-	0,2	0,1	0,9	3,0	25,6	11,7	14,3		
2. Investissement climatiquement rationnel dans la résilience face aux aléas climatiques et le développement de filières inclusives																				
2.1. Investissements dans la résilience face aux aléas climatiques	21,0	46,2	-	-	6,4	14,1	2,1	4,6	0,3	0,7	0,7	1,5	9,9	21,8	5,1	11,2	45,5	55,5		
2.2. Investissements dans le développement de filières inclusives	11,2	56,3	0,7	3,5	-	-	-	-	-	-	1,0	5,0	3,2	16,1	3,8	19,1	19,9	24,3		
Sous-total	32,2	49,2	0,7	1,1	6,4	9,8	2,1	3,2	0,3	0,5	1,7	2,6	13,1	20,0	8,9	13,6	65,4	79,7		
3. Gestion et coordination du projet	4,1	83,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,8	16,3	4,9	6,0		
Coût total du projet	41,7	50,8	1,0	1,2	8,8	10,7	2,6	3,2	0,3	0,4	1,7	2,1	13,2	16,1	12,7	15,5	82,0	100,0		

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en millions d'USD)

	Prêt du FIDA		Don du FIDA		PNUD		PAM		UNOPS		Secteur privé		Bénéficiaires		Gouvernement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Travaux de génie civil	19,5	48,6	-	-	6,3	15,7	-	-	0,3	0,7	0,1	0,2	6,3	15,7	7,6	19,0	40,1	49,0
2. Biens	2,8	52,8	-	-	0,1	1,9	-	-	-	-	0,2	3,8	1,3	24,5	0,9	17,0	5,3	6,4
3. Services de consultants	4,1	38,0	1,0	9,3	2,4	22,2	-	-	-	-	0,4	3,7	0,2	1,9	2,7	25,0	10,8	13,3
4. Dons	7,9	48,5	-	-	-	-	2,1	12,9	-	-	1,0	6,1	5,3	32,5	-	-	16,3	19,9
5. Formation	4,7	74,6	-	-	-	-	0,5	7,9	-	-	-	-	0,1	1,6	1,0	15,9	6,3	7,8
6. Salaires et indemnités	1,7	89,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,2	10,5	1,9	2,2
7. Dépenses d'exploitation	1,0	76,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,3	23,1	1,3	1,4
Coût total du projet	41,7	50,9	1,0	1,2	8,8	10,7	2,6	3,2	0,3	0,4	1,7	2,1	13,2	16,1	12,7	15,5	82,0	100,0

Tableau 3

Composantes du projet par année – totaux incluant les provisions pour imprévus

(en milliers d'USD)

	Totaux incluant les provisions pour imprévus						Total
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	
1. Renforcement de la capacité d'adaptation des prestataires de services et des agriculteurs aux changements climatiques	2 166	2 157	2 022	1 567	1 407	1 141	10 460
2. Renforcement des capacités de développement de chaînes de valeur inclusives	114	285	406	255	80	49	1 189
	2 280	2 442	2 428	1 822	1 487	1 190	11 649
1. Investissements en faveur de productions et d'infrastructures climatorésilientes	164	8 535	9 106	9 467	9 683	8 586	45 541
2. Investissements en faveur du développement de chaînes de valeur inclusives	1 596	3 956	3 986	3 742	3 649	2 961	19 890
	1 760	12 491	13 092	13 209	13 332	11 547	65 431
	1 241	666	768	637	650	940	4 902
	5 281	15 599	16 288	15 668	15 469	13 677	81 982

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

27. Le projet sera financé par un prêt du FIDA d'un montant de 41,7 millions d'USD, un don du FIDA d'un montant de 1,0 million d'USD, une contribution du Gouvernement à hauteur d'environ 12,7 millions d'USD, une contribution des bénéficiaires d'environ 13,2 millions d'USD et une contribution du secteur privé de 1,7 million d'USD. Le PNUD, le PAM et l'UNOPS se sont engagés à fournir 11,7 millions d'USD en financement parallèle.

Décaissement

28. Le Secrétariat de la Présidence, en sa qualité d'organisme d'exécution chef de file, sera chargé de gérer le flux de fonds provenant du prêt et d'ouvrir et gérer à la Banque centrale de Sri Lanka le compte désigné, libellé en dollars des États-Unis, pour recevoir l'avance. Le compte désigné sera administré selon le principe des régies d'avances, en vertu duquel un montant initial est avancé au titre du prêt et du don, puis reconstitué périodiquement sur justification des dépenses. Trois procédures standard de décaissement sont prévues pour le retrait du financement au titre du projet: i) le retrait d'avances; ii) le paiement direct; iii) le remboursement.

Résumé des avantages et analyse économique

29. Le projet permettra d'accroître d'au moins 50% les revenus des ménages. Le taux de rentabilité économique de l'investissement global s'établit à 18,6% si l'on suppose un taux d'adoption des nouvelles pratiques agricoles intelligentes et résilientes face aux aléas climatiques égal à 70%. Les avantages financiers se traduiront par l'augmentation des revenus monétaires des ménages bénéficiaires. Les avantages sociaux prendront la forme d'une réduction des taux de pauvreté, les groupes défavorisés faisant l'objet de mesures particulières pour qu'ils puissent en bénéficier, et d'un renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les avantages environnementaux consisteront en une réduction de la dégradation des terres grâce à une meilleure gestion des ressources en terre et en eau et à la mise en place de la foresterie communautaire.

Stratégie de sortie et durabilité

30. Le projet a été conçu en consultation avec les organismes publics compétents, les départements techniques concernés du Ministère de l'agriculture, les partenaires du développement et les bénéficiaires potentiels, et avec leur participation. Ces consultations et discussions ont permis d'élaborer une approche solide et une série d'interventions qui seront mises en œuvre avec une forte participation des communautés et l'appui des fonctionnaires locaux. Sur cette base, les investissements et les résultats des interventions devraient perdurer après l'achèvement du projet et s'inscrire dans la durée.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

Tableau 4

Risques et mesures d'atténuation

Type de risque	Évaluation du risque	Principaux risques	Mesures d'atténuation
Politique et gouvernance	Moyen	Les remaniements de nature politique faisant suite aux élections de décembre 2019 pourraient entraîner des remplacements aux plus hauts niveaux décisionnels avec, en conséquence, un risque de retard dans l'approbation du projet et le démarrage de son exécution.	Les changements anticipés dans le Gouvernement ne devraient pas avoir de répercussions sur la structure administrative actuelle au niveau des provinces et des districts.
Macroéconomique	Faible	Endettement important	Dans le cadre du projet, on réduira autant que possible le financement sous forme de don et on privilégiera généralement l'établissement de liens avec des institutions bancaires pour le financement de prêts
Stratégies et politiques sectorielles	Faible	Absence de politiques satisfaisantes concernant le régime foncier, la vulgarisation agricole et un environnement favorable au développement des filières agricoles	La concertation sur les politiques permettra d'établir une base factuelle susceptible d'éclairer la réforme des politiques et le renforcement des capacités
Conception technique du projet	Faible	Capacités insuffisantes des organisations de producteurs en matière de gestion durable des actifs	i) Appui fourni par des prestataires de services locaux ii) Conduite d'interventions de renforcement des compétences à l'intention des organisations de producteurs
Environnemental et social	Élevé	Phénomènes climatiques néfastes résultant du changement climatique	i) Établir un système de collecte et de diffusion d'informations sur les pratiques intelligentes face aux aléas climatiques pour offrir des options d'adaptation au changement climatique ii) Investir dans les technologies intelligentes face aux aléas climatiques (pompes solaires, irrigation, récupération de l'eau) iii) Offrir des formations visant à renforcer la capacité des petits exploitants agricoles à s'adapter aux effets du changement climatique.

B. Catégorie environnementale et sociale

31. Le projet a été classé dans la catégorie B pour ce qui est des aspects environnementaux et sociaux. Il sera exécuté dans différents districts où se trouvent des aires protégées (parcs nationaux et leurs zones tampons, réserves naturelles de vie sauvage et zones revêtant un intérêt culturel ou religieux particulier). Cette situation est prise en compte dans le projet avec l'intégration du critère suivant dans la liste des critères de sélection des sites du projet: en cas d'existence d'aires protégées, les sites du projet ne doivent pas en être très proches ni les jouxter. L'approbation du tracé et de la conception de toutes les routes donnera lieu à un processus d'évaluation environnementale pour faire en sorte que les travaux n'aient pas de conséquences sociales ou environnementales néfastes. Un cadre de gestion environnementale et sociale a été élaboré pour le projet.

C. Classement au regard des risques climatiques

32. Le risque climatique est jugé élevé. Le projet est exécuté dans des zones où les projets de développement rural ont enregistré des pertes et des dégâts importants en raison des conditions météorologiques. Les inondations ont détérioré les routes, les ponts et les périmètres irrigués, tandis que les sécheresses, notamment prolongées, et les inondations ont durement frappé les petits exploitants agricoles ciblés. Dans la zone aride, les systèmes de cultures pluviales qui prédominent sont sensibles aux variations annuelles marquées de la pluviosité, si bien que leur productivité est fluctuante.

D. Soutenabilité de la dette

33. Le ratio dette sur PIB de Sri Lanka est égal à 79,9%, c'est-à-dire bien au-dessus de ceux des marchés émergents pairs. Dans leur dernière analyse de la viabilité de la dette, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international estiment que le risque de surendettement extérieur et de surendettement global de Sri Lanka est élevé. L'économie du pays demeure vulnérable en cas de choc compte tenu du haut niveau d'endettement public, des besoins de refinancement importants et des faibles stocks régulateurs externes. La croissance réelle du PIB devrait toutefois atteindre 3,6% en 2019, sous l'impulsion des secteurs de l'agriculture et de l'industrie manufacturière, et parvenir progressivement à 5% à moyen terme. Une demande externe et un investissement étranger direct plus importants, un relâchement des tensions commerciales et de meilleures conditions financières mondiales seraient susceptibles de favoriser la croissance et de faciliter les ajustements.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

34. L'organisme d'exécution chef de file sera le Secrétariat de la présidence, qui mettra en œuvre le projet en coopération avec divers départements du Ministère de l'agriculture. Le Secrétaire de la présidence établira une unité de gestion de projet chargée de gérer et superviser le projet. L'unité de gestion de projet sera dirigée par un directeur de projet, qui aura la responsabilité générale de l'exécution du projet. L'unité de gestion de projet sera secondée par une équipe de spécialistes techniques et du personnel d'appui administratif et financier. Deux centres seront mis en place pour assurer la coordination et la surveillance globales de l'ensemble des activités du projet dans les six districts et garantir une présence et un appui à l'exécution suffisants au niveau des districts.
35. Une unité d'exécution technique sera créée dans chaque pôle de district. Les unités d'exécution techniques assumeront les responsabilités techniques et d'exécution seront composées de personnel technique des organismes d'exécution au niveau du district et de personnel de projet contractuel. Le Secrétaire de la Présidence

supervisera le comité national de pilotage du projet, qui contrôlera les orientations stratégiques de celui-ci. Au niveau des districts, la coordination sera assurée par des comités multipartites de district.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

36. Sri Lanka se classe au 89^e rang sur 180 pays selon l'indice de perception de la corruption de Transparency International, avec une note de 38. La note de la performance du secteur rural de 2018 est égale à 3,7, et est donc comprise dans la fourchette de risque moyen. Dans l'ensemble, le risque en matière de gestion financière est considéré comme moyen. Conformément à la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations, le Fonds applique une politique de tolérance zéro lorsqu'une fraude ou un acte de corruption, de collusion ou de coercition est commis dans le cadre des projets qu'il finance. À ce titre, non seulement le Fonds est tenu d'enquêter sur toutes les allégations de pratiques frauduleuses et d'appliquer les sanctions appropriées, mais aussi de promouvoir des mesures de contrôle préventives, telles qu'une évaluation des systèmes nationaux et propres au projet, en matière de gestion financière, d'audit et de passation des marchés, lors de la phase de conception. La passation des marchés respectera les procédures prévues par les autorités nationales, sous réserve de leur conformité aux exigences du FIDA. En application des dispositions figurant dans la lettre au bénéficiaire/à l'emprunteur, le Fonds procédera à un examen a posteriori ou à un examen préalable des activités de passation des marchés.
37. Les états financiers annuels consolidés du projet feront chaque année l'objet d'un audit par l'autorité supérieure de vérification des comptes, qui établira des rapports annuels et les soumettra au FIDA. L'exécution des observations issues de l'audit sera suivie par l'organisme d'exécution, les commissaires aux comptes et le FIDA dans le cadre des processus de supervision.
38. **Contrôle et audit internes.** Dans le cadre des procédures de contrôle interne, l'unité de gestion de projet mettra en place une délégation officielle des pouvoirs et une séparation précise des tâches entre les membres du personnel de projet. De plus, la performance financière du projet sera examinée périodiquement par le comité national de pilotage, présidé par le Secrétariat de la présidence. Des mesures, systèmes et procédures de contrôle globaux ont été mis en place pour répondre aux besoins du projet proposé. De plus, en application d'une circulaire du Gouvernement, tous les projets financés par des donateurs doivent s'adjoindre les services d'un auditeur interne, ce qui sera donc le cas pour le projet.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

39. L'unité de gestion de projet sera chargée d'élaborer le plan de travail et budget annuel et le plan de passation de marchés du projet, et de veiller à leur approbation par sa direction et par le FIDA. Le plan, qui comprendra un plan d'activité, des objectifs et un plan de dépenses, doit être harmonisé avec les activités et les objectifs globaux du projet. Un système de suivi-évaluation efficace sera mis en place pour suivre les progrès grâce aux indicateurs prévus dans le cadre logique. Il fera partie d'un système d'information de gestion général, qui servira de plateforme d'information et de mise en commun des savoirs. Le système de suivi-évaluation servira d'outil de gestion et permettra d'évaluer les progrès réalisés, d'apprécier la conformité, de cerner les contraintes et de déterminer des mesures propres à y remédier. Toutes les données seront ventilées par sexe, âge et lieu géographique. Les activités de gestion des savoirs favoriseront la circulation efficace d'informations pertinentes entre le personnel du projet, les bénéficiaires et les autres parties prenantes. Un plan d'action complet de gestion des savoirs sera élaboré dès les premières étapes de l'exécution. Les données relatives aux produits, aux effets directs et à l'impact qui seront générées par le système de

suivi-évaluation appuieront l'élaboration d'études de cas, de notes d'orientation et de rapports. Ces documents seront utilisés à des fins de concertation sur les politiques, d'apprentissage entre pairs et, éventuellement, de reproduction à plus grande échelle. Les produits de gestion des savoirs seront communiqués sur différents supports, notamment blogs, publications écrites, vidéos et réseaux sociaux.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

40. Le projet comporte plusieurs caractéristiques novatrices, notamment: i) l'approche écosystémique intégrée au niveau des bassins secondaires; ii) les pratiques techniques intelligentes face aux aléas climatiques; iii) le rattachement des aliments nutritifs aux marchés institutionnels (par exemple, l'alimentation scolaire); iv) la mise en œuvre de l'approche des écoles d'entrepreneuriat agricole; v) l'expérimentation de pépinières pilotes d'entreprises de jeunes; vi) les services de location concernant le petit machinisme agricole; vii) l'expérimentation de systèmes pilotes d'information météorologique et d'information sur le marché. L'approche des écoles d'entrepreneuriat agricole et les processus de planification communautaire ont déjà été testés et ont fait leurs preuves à Sri Lanka et sont prêts à être reproduits à plus grande échelle. L'adoption de l'approche écosystémique intégrée au niveau des bassins secondaires dans le contexte de la gestion de l'eau en zone aride constitue une innovation qui pourrait transformer l'approche sectorielle actuelle en investissements dans l'agriculture et l'irrigation.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

41. Le FIDA et le Gouvernement ont défini les principales mesures à prendre pour garantir la préparation à l'exécution. Les activités préparatoires sont notamment les suivantes: i) confier à des consultants la conduite d'une analyse des risques climatiques et élaborer un cadre de gestion environnementale et sociale conforme aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique; ii) réaliser une analyse et une modélisation du système des cascades; iii) mener une enquête de référence dans la zone du projet, associée à une analyse des moyens d'existence; iv) cartographier et évaluer les organisations d'exécution partenaires au niveau communautaire; v) mobiliser et recruter des consultants nationaux; vi) examiner et évaluer la performance des centres de services agricoles et des banques agricoles; vii) évaluer l'inventaire des investissements dans les infrastructures concernant le projet; viii) préparer la conception des constructions et lancer les procédures de passation de marchés (lorsque c'est possible).
42. Pour faciliter le démarrage et accélérer la première phase de l'exécution, le Secrétariat de la présidence recrutera, dès la prise d'effet de l'accord de financement, un agent d'ordonnancement du projet – une personne ayant antérieurement participé à la conception du projet – qui sera chargé d'appuyer la mise en place de la structure et du système de gestion du projet. L'agent d'ordonnancement du projet veillera au lancement rapide des activités de démarrage.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

43. Le FIDA fera régulièrement des missions de supervision conformément à ses procédures habituelles. La supervision permettra d'examiner la performance du projet, les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs et la conformité aux exigences fiduciaires. Le FIDA apportera régulièrement le soutien nécessaire aux équipes de projet, notamment au cours des premières étapes de l'exécution, afin de remédier aux éventuels goulets d'étranglement. Des rapports semestriels sur l'état d'avancement du projet seront établis et présentés dans un format préalablement approuvé par le FIDA.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

44. Un accord de financement entre la République socialiste démocratique de Sri Lanka et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
45. La République socialiste démocratique de Sri Lanka est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
46. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

47. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République socialiste démocratique de Sri Lanka un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de quarante et un millions sept cent mille dollars des États-Unis (41 700 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République socialiste démocratique de Sri Lanka un don d'un montant de un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement: "Smallholder Agribusiness and Resilience Project (SARP)"

(Negotiations concluded on 15 November 2019)

Loan No: _____

Grant No: _____

Project name: Smallholder Agribusiness and Resilience Project (the "SARP" or the "Project")

The Democratic Socialist Republic of Sri Lanka (the Borrower/Recipient)

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower/Recipient has requested a loan and a grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant (the "Financing") to the Borrower/Recipient, which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the loan is forty-one million and seven hundred thousand United Stated dollars (USD 41 700 000).

B. The amount of the grant is one million United stated dollars (USD 1 000 000).

2. The Loan is granted on ordinary terms and shall be subject to interest on the principal amount outstanding of the Loan rate equal to the IFAD Reference Interest Rate including the variable spread, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and have a maturity period with 28 years, including a grace period 11 years starting from the date as of which the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled.
3. The Loan Service Payment Currency shall be in USD
4. Payments of principal and interest shall be payable on each first (1st) of March and first (1st) of September
5. The first day of the applicable Fiscal Year shall be January 1st.
6. There shall be two Designated Accounts in US Dollars, for the exclusive use of the Project opened in the Central Bank of Sri Lanka, one for the loan and other for the grant respectively. The Borrower/Recipient shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Accounts.
7. There shall be Project Accounts in local currency at any of a state owned commercial bank, to receive funds from the Designated Account for eligible expenditure for the project implementation.
8. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of USD 12.7 million mainly taxes and duties, salaries and operating costs, and technical support for the Project. The beneficiaries and private sector will contribute through a combination of loans and matching grants under sub-component 2.2 of Schedule 1. Beneficiaries will contribute approximately USD 13.2 million and the private sector approximately USD 1.7 million, while UNDP, WFP, UNOPS are committed to provide USD 11.7 for the Project.

Section C

1. The Lead Programme Agency will be the Presidential Secretariat or another Party designated by the Borrower/Recipient during implementation.
2. The following are designated as Project Parties: Ministry of Agriculture, Rural Economic Affairs, Livestock Development, Irrigation, Fisheries and Aquatic Resources Development, or their successors.
3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be six (6) months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower/Recipient. The Financing Closing Date will be established as specified in the General Conditions.
4. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the provisions of the Borrower/Recipient's procurement regulations, to the extent such are consistent with the IFAD Project Procurement Guidelines.

Section D

1. The Fund will administer the Financing and supervise the Project, and the Borrower/Recipient will implement and conduct its own administration and supervision of the Financing and the Project.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of the right of the Borrower/Recipient to request disbursements under this Agreement:
 - (a) The Project Implementation Manual (PIM) and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower/Recipient, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The IFAD no objection to the Project Implementation Manual (PIM) shall have been obtained.
 - (b) Key core PMU staff (the Project Director, technical specialists and Area Based Coordinators) has been appointed as per the applicable circulars/guidelines of the Borrower/Recipient.
 - (c) The Project will procure and install a computerized accounting software to satisfy International Accounting Standards and IFAD's requirements.
3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Secretary
Ministry of Finance
Colombo-1

Copy to:

Director General
Department of External Resources
Colombo 1

dg@erd.gov.lk

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, [dated _____] has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient] and shall enter into force upon its signature of both Parties.

DEMOCRATIC SOCIALIST
REPUBLIC OF SRI LANKA

[Authorised Representative name and title]

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Borrower/Recipient shall ensure three categories of households to be benefited from the Project– the extreme rural poor, poor with potential to sell in local markets and more commercially oriented smallholder farmers.

2. *Project area.* The Project will operate in priority districts in the North, North Central, Central, and North West provinces of the dry zone (the “Project Area”); namely in Anuradhapura, Vavuniya, Matale, Mannar, Puttalam and Kurenagala districts. The Project will focus on selected 260 tanks forming water management cascades in three river basins – the Malwathu Oya, Mi Oya and Deduru Oya - identified jointly with the Department of Agrarian Development (DAD) as most vulnerable areas, ecologically and socially. The selected cascades are located in the so called ‘hot spot’ geographical areas where farmers and farming livelihoods are highly exposed and vulnerable to increasing climatic variability.

3. *Goal.* The goal of the Project is to contribute to Sri Lanka’s smallholder poverty reduction and food security in the Dry Zone region.

4. *Objectives.* The objectives of the Project are to build resilience and market participation of 40,000 rural smallholder households in the project area (180,000 persons). Women will constitute 50 percent (90,000) and youth 20 percent (36,000) of the total beneficiaries.

5. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

5.1 *Component 1. Capacity Building for Climate Resilience and Inclusive Value Chains*

Sub-Component 1.1: Strengthening adaptive capacity of service providers and farmers to climate change.

- (a) *Community Organization, Planning and Mentoring.* The Borrower/Recipient shall ensure the plans and guidelines to be implemented through mobilization of cascade level water committees that shall include men, women and youth from communities and the local field officers. The activity shall invest in training of trainers and farmer training programmes to ensure design, implementation, and O&M of climate-resilient village irrigation schemes. The planning process shall be complemented by seasonal livelihood analyses and community participatory planning to support the development of a climate resilient community plan. A cadre of Agro-enterprise Promoters shall be responsible for enterprise development supported by Social Inclusion and Gender Facilitators to reinforce the work of local service providers. The support staff shall be selected from Dry Zone districts and shall support contracted service providers responsible for social mobilization, group formation/strengthening and household mentoring.
- (b) *Climate Smart Technologies.* The Borrower/Recipient shall promote Climate smart agricultural technologies through the Farmer Field School (FFS) methodology. The DoA Agricultural Instructors (AIs) and DAD Agrarian Research and Productivity Assistants (ARPA) shall be trained to deliver FFS services. Backstopping mentoring and coaching support shall be available from a Core Team of Trainers and experienced staff of national service providers (NGOs). The project shall also provide technical assistance support through the recruitment of national agricultural officers supported by a national expert with experience in the FFS approach. The training programme shall also invest in awareness raising, knowledge generation, and learning for climate-risk management.
- (c) *Livelihoods Resilience Building.* The Borrower/Recipient shall pursue the skills and capacities required amongst women in particular to be strengthened to ensure that communities become more resilient to climate-related shocks and that the necessary support services to communities and households shall be readily available. The

capacity building programme shall support the diversification of livelihoods amongst the more vulnerable households by building their capacity for resilience. It shall involve a three step process of (i) awareness raising of the potential benefits livelihood activities, (ii) experiential training workshops, and (iii) exposure visits to successful enterprises for knowledge sharing and learning from practitioners.

- (d) *Nutrition Education and Training.* Poor dietary diversity shall be addressed by increasing the availability and consumption of nutritious and diverse foods and enhancing income. The focus shall be on training extension workers and service providers. Evidence informed Behaviour Change Communication (BCC) activities shall be implemented in all six (6) districts to complement and promote positive behaviour changes related to improved nutrition and diet quality.
- (e) *Action Research for Policy Dialogue.* The Borrower/Recipient shall take the integrated ecosystem development approach. Policy dialogue shall be conducted on the approach followed by SARP and other projects relating to integrated watershed development.
- (f) *Preliminary Studies.* A process for the selection of sub-basins and tanks shall be followed to ensure the maximization of the returns on water infrastructure investments. The methodology shall follow three steps: i) an assessment of the water availability in the sub-catchments/tanks; ii) an analysis to see if the available water quantity is sufficient to meet the existing demands for water from different sectors, and (iii) detailed hydrological and water allocation modelling of the sub-basins selected.
- (g) *Micro and Weather Insurance.* The Borrower/Recipient shall build on work undertaken by the GIZ funded, Small and Medium Enterprise project in collaboration with the Borrower/Recipient's Agricultural & Agrarian Insurance Board (AAIB) and the Global Index Insurance Facility (GIIF) in the field of commercial agricultural insurance.
- (h) The IFAD hosted Platform for Agricultural Risk Management (PARM), which embeds the Weather Risk Management Facility shall provide the insurance sector with capacity development and TA together with other Borrower/Recipient's development organizations to bring tested innovative crop insurance schemes to scale.

Sub-Component 1.2: Strengthening capacity for inclusive value chain development.

- (a) *Farm Business School.* The Borrower/Recipient shall use the FBS methodology as a main instrument for reaching target individuals – men, women and youth - within the community. The skills and capacities of field level staff, social mobilisers and agribusiness facilitators shall be developed and households shall be available to help them become more market oriented. This shall be done through a Training of Trainers programme with backup coaching support from a Core Team of Trainers. Activities shall include the training of agro-enterprise promoters in group organization, business management and marketing.
- (b) *Skills Development Training for Youth.* The Borrower/Recipient shall use innovative interventions through incubators and access to financial services. Youth led groups or SMEs shall be linked to the Enterprise Sri Lanka programme.
- (c) *Market Appraisal, Post-harvest and Value Addition.* Activities shall include developing the technical skills of women, youth and the most vulnerable households through practical training in post-harvest management and GAP. Training activities shall include piloting and demonstrating new post-harvest management and value adding technologies. Training programmes shall be designed for District and ASC technical and extension staff who will be expected to organize a cascade training programme for farm households in all 6 districts. The Borrower/Recipient shall organize some 20 training programmes at field level . Entrepreneurs with successful value adding businesses shall be invited as resource cum training persons.
- (d) *National Policy Engagement.* Policy engagement shall also be encouraged on the issues of youth employment in agriculture and micro-insurance ecosystem

development. As part of the integrated approach to smallholder agribusiness and resilience development, micro-insurance can build resilience against and transfer risks from the smallholder households. The Borrower/Recipient shall seek to combine insurance with other financial and non-financial services and to create public-private-producer partnerships (4Ps) between the GoSL and the financial sector, particularly public and private insurers and agribusinesses. To support an enabling environment for insurance programme designs and sharing lessons for scaling-up, the Borrower/Recipient shall also promote the inclusion of micro-insurance products, technologies and models in national strategies.

5.2 *Component 2: Investments for Climate Resilience and Inclusive Value Chains*

Sub-Component 2.1: Investments for climate resilient production and infrastructure

- (a) *Cascade Water Resource Infrastructure Development.* Project financing shall be used to support the design and upgrade of Village Irrigation Systems, incorporating elements to enhance the resilience of these systems to climate change risks and impacts. The interventions to upgrade the irrigation systems include: (i) reforesting the watershed (ii) restoring the reservoir bund (dam), spill, sluice and canals supplying the fields, and (iii) de-silting the reservoir bed. Catchment organizations shall be set up and supported to ensure sustainability and to avoid possible conflicts. Cash for Assets shall be used to engage the most vulnerable households related to water tank renovation and maintenance drawing on the experience of WFP. Grants of up to \$10,000 per cascade will be allocated to support soil and water conservation and forestry activities in the field.
- (b) *Household Water Harvesting, Irrigation and Soil Conservation.* Household level measures shall include creating storage tanks in home gardens to capture intense rainfall, low-cost drip irrigation technologies. These and other small scale water harvesting structures shall be developed to increase water quality and availability for multi-purpose usage. Low cost drip irrigation systems and water harvesting measures at household level shall be appraised following the preparation of sub-project/micro project proposals. Water User's Groups (WUGs) shall be set up or existing groups strengthened to ensure sustainability in management and to avoid potential conflicts.
- (c) *Household Water Harvesting, Irrigation and Soil Conservation.* The Borrower/Recipient shall support activities at household level including the development of multi-purpose home gardens, nurseries, aquaculture and small scale livestock development and other income generating activities as part of a livelihoods diversification strategy. Matching grants in the form of small livestock shall be offered to the more vulnerable households with limited access to land and the means to graduate from the Cash for Assets interventions.. Households that will receive commercial home gardening support will simultaneously receive technical support to produce nutrition dense products for home consumption. This activity shall be complemented by the Behaviour Change Communication (BCC) activities referred to under sub-component 1.1 Activities relating to household resilience cater for low cost livelihood activities for the most vulnerable households. Beneficiaries will be eligible to request grant support either individually, as partnerships or as small groups.
- (d) *Climate Resilient Farming Practices.* The Borrower/Recipient shall introduce climate resilient agricultural production as part of the cropping system to increase the cropping intensity of the farming system. Producer groups shall be strengthened (apart from capacity building on better production methods and pest management) for access to risk mitigation measures and existing subsidy schemes to ensure better adoption of techniques from FFS to actual farms. In-kind grants for seeds and tools shall be given to smallholder farmers combined with fertilizer through the government subsidy programme, supplemented by agricultural extension support. The intervention shall be accompanied by the capacity building efforts to ensure sustainability of activities (Subcomponent 1.2).

Sub-Component 2.2: Investment for inclusive value chain development

- (a) *Feeder Road, Construction, Rehabilitation and Maintenance.* Investments shall be made to improve the condition of selected feeder roads and to construct drainage infrastructure (culverts) where needed. Road gangs shall be formed for road rehabilitation, and local road maintenance plans shall be prepared in consultation with local government authorities. Activities shall include rehabilitation of drainage, construction of structures and set up of road maintenance mechanisms employing the most vulnerable households in temporary employment. The interventions shall comply with the Environmental Management Act (EMA), the Guidelines for Environmental Impact Assessment and IFAD's SECAP requirements.
- (b) *Agrarian Service Centres and Agrarian Banks.* 30 Agrarian Service Centres (ASCs), shall be taken transformed into one-stop-shop facilities for advisory and support services (Knowledge and Service Centres). ASC staff in each target area shall be trained to deliver integrated planning and implementation services for climate smart water and agricultural management in cascade systems. Qualified local partner institutions shall be contracted to provide capacity development services based on a rigorous needs assessment. Staff training and technical assistance may be centred around risk management, value chain development, loan portfolio management, management information system, etc.
- (c) *Market Infrastructure and Stakeholder Platforms.* The Borrower/Recipient shall provide Market infrastructure at district and ASC level in the form of construction of local markets, farmer's markets and platforms for value chain stakeholders to convene. Investments shall include collection points, storage and package facilities.
- (d) *Youth and Women's Enterprises.* The Borrower/Recipient shall ensure combinations of matching grants and loans to be offered to youth, women, able bodied persons, and entrepreneurial small farmers to provide commercial goods and services to farm households based on agreed criteria. Small post-harvest management (PHM) investment grants shall also be offered to households to fund investments in post-harvest and value adding technologies. Approximately 1,200 businesses shall be supported with start-up financing for their business plans, in the form of credit and start-up funds. The grants shall be offered by SARP as investment financing with loans potentially available through the Agrarian Banking system and other Participating Financial Institutions (PFIs), including those participating in the Enterprise Sri Lanka Programme by the Department of Development Finance. The Borrower shall also render technical support to PFIs under the Consolidated Revolving Fund managed by the Central Bank of Sri Lanka (CBSL) to explore innovative technology applications.
- (e) *Market, Weather and Climate Information Services.* The Borrower/Recipient shall assess the need to support the generation of market, weather and climate information and its timely dissemination in consultation with the relevant agencies.

5.3 *Component 3: Project Management and Coordination Unit (PMU).* Component 3 is a cross cutting component to the technical components described above.

- (a) The *Lead Programme Agency (LPA)* shall be supported by technical lead agencies under Ministry of Agriculture, Rural Economic Affairs, Livestock Development, Irrigation, Fisheries and Aquatic Resources Development (that include the Department of Agrarian Development, the Department of Agriculture and the Department of Irrigation) or their successors.
- (b) The LPA shall establish a Project Management Unit (PMU) for SARP at national level as described under the Implementation Arrangements below.
- (c) A National Project Steering Committee (NPSC) shall provide strategic oversight.
- (d) At District level, SARP shall set up two hub offices in selected districts led by Area Coordinators responsible for day to day implementation.

II. Implementation Arrangements

Organisation and management

6. The LPA shall have overall responsibility for the implementation of the Programme.

7. *Project Management Unit ("PMU")*.

7.1 A Project Management Unit (PMU) shall be established by the LPA to manage and supervise the overall project. It shall be led by a Project Director, and shall have overall responsibility for project implementation. The LPA shall work very closely with the PMU to oversee implementation.

7.2 *Composition*: The PMU and district offices shall be staffed by dedicated full time staff and supported by technical and administrative staff to ensure timely project delivery, as per the applicable circulars/guidelines of the Borrower/Recipient.

8. *Technical Implementation Unit (TIU)*.

8.1 *Establishment and composition*. A Technical Implementation Unit (TIU) shall be established at District level. The TIU will consist of (at least) the Area Coordinator, representatives from the Department of Agrarian Development and the Department of Agriculture in the proposed districts, a representative from the district planning units and appropriate project technical officers. The TIU will, in addition, include representatives of NGO or civil society and a representative of the private sector, when deciding on the approval of micro-projects.

8.2 *Responsibility*: The Technical Implementation unit shall have executive and technical responsibilities. The task of the TIU will be to: (i) speed-up decisions and procedures; (ii) approve micro-projects under Sub-components 2.1 and 2.2 in consultation with the LPA; (iii) propose the agenda for the District MSC meetings and prepare the support documents; (iv) propose the Annual Work Plan and Budget (AWPB) to the District Cluster Hub and PMU for analysis and decision; (v) submit Annual Reports on sub-projects; and (vi) coordinate activities between SARP, UNDP, WFP and share technical experience.

9. *Project coordination and grievance*:

9.1 *Establishment and composition*. The LPA shall oversee the SARP Financial Management, Procurement and Governance through National Steering Committee (NSC) which shall provide strategic oversight to the project. The National Steering Committee shall comprise representatives of the respective Departments of the Ministry of Finance, Department of National Planning and the respective departments of the Ministry of Agriculture as well as the Forest and Wildlife and other relevant Departments of the Ministry of Mahawelli Development and Environment. Coordination shall be made with the Ministry of Mahawelli Development and Environment which has responsibility for forestry and wildlife and other relevant agencies.

9.2 *Grievance*. Communities, individuals and women who believe that they are adversely affected by SARP may submit complaints to the Divisional Grievance Committee to be set up at Divisional Level to redress grievances originating from the Agrarian Service Centre Committee. In the event that grievances cannot be addressed locally, they will be channeled to the District Multi-Stakeholder Committee for redress. The Grievance Committees will ensure that complaints received are promptly reviewed to address project-related concerns. Project affected communities and individuals may further submit complaints that are not resolved locally to the PMU where an independent Inspection Panel will be set up to determine whether harm occurred, or could occur, because of IFAD non-compliance with its policies and procedures.

10. *Project Implementation Manual (PIM)*. The Lead Project Agency shall prepare a draft PIM acceptable to the Fund. The PIM shall include, inter alia:

- (i) Qualifications, terms of reference and detailed implementation responsibilities of Project parties;
- (ii) Recruitment and appointment procedures for key Project personnel;
- (iii) Criteria for the performance appraisal of the Project personnel and adequate internal control system;
- (iv) Targeting and selection criteria for participating beneficiaries;
- (v) Operational procedures for project implementation, monitoring and evaluation; and
- (vi) Financial management and procurement procedures, including accounting procedures for bookkeeping and reporting, expenditure approval procedures, flow of funds and bank account operation and reconciliation processes.

The PIM may be amended or otherwise modified from time to time only with the prior consent of the Fund.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan/Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan/Grant and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in USD)	Grant Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage (net of Government and other contributions)
I. Works	17 560 000		100%
II. Goods, Services and Inputs	2 510 000		100%
III. Consultancies-Loan	3 720 000		100%
IV. Consultancies-Grant		1 000 000	100%
V. Grants & Subsidies	7 120 000		100%
VI. Training	4 280 000		100%
VII. Operating Costs.	2 360 000		100%
unallocated	4 200 000		
TOTAL	41 750 000	1 000 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Consultancies-Grant" under Category III-b, shall mean eligible expenditures from the Grant incurred related to (i) International and national consultancies under Contracting Service Providers of the component Sub-component 1.1: Strengthening Adaptive Capacity of Service Providers and Farmers, (ii) ASC strengthening and knowledge hub: IWMI Technical Support under Sub-component 2.2 Investment for inclusive value chain development;

"Consultancies-Loan" under Category III-a, shall mean eligible expenditures related to consultancies service financed from the Loan;

"Goods, Services and Inputs" under Category II, shall mean eligible expenditures from the loan related (i) good , services, inputs, (ii) vehicles for project implementation which shall be included in the AWPB to be cleared by IFAD and approved by the relevant Treasury Department based on the prevailing guidelines of the Borrower/Recipient.

"Operating Costs" under Category VI, shall mean eligible expenditures for Salaries & Allowances and Operating Costs.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan/Grant Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower/Recipient shall ensure that (i) a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement This system shall generate comprehensive and reliable information to support planning and decision-making. The M&E framework in the PIM shall outline the developing of an MIS system as well as regular data collection channels from the field. In addition, a geo-referenced ICT-based M&E system shall be used.

2. *Gender.* The Borrower/Recipient shall ensure that the Project will pay due attention to women's empowerment and voice including skills and capacities (at producer organizational level, and within communities as farmer leaders) and the promotion of economic activities best-suited to them. Particular consideration will also be given to nutrition determinants for the potential to engage with women and adolescent girls in project activities.

3. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower/Recipient shall ensure that the Project will be implemented in compliance with IFAD's SECAP and more specifically that the following measures shall be taken: water infrastructure and rural feeder roads technical groups will be formed for preparing rehabilitation and maintenance plans. The structure and road designs will adopt innovative climate smart solutions and also promote good environmental management. The interventions will comply with the Sri Lanka Environmental Management Act (EMA), the Guidelines for Environmental Impact Assessment of IFAD and IFAD's SECAP requirements.

4. *Environment and Social Safeguards.* The Borrower/Recipient shall ensure that: (a) all Project activities are implemented in strict conformity with the Borrower/Recipient's relevant laws/regulations; (b) all Project activities give special consideration to the participation and practices of ethnic minority population in compliance with IFAD's *Policy on Indigenous Peoples* (2009), as appropriate; (c) proposals for civil works include confirmation that no involuntary land acquisition or resettlement is required under the Project. In the event of unforeseen land acquisition or involuntary resettlement under the Project, the Borrower/Recipient shall immediately inform and the Fund and prepare the necessary planning documents ; (d) women and men shall be paid equal remuneration for work of equal value under the Project; (e) recourse to child labour is not made under the Project; (f) the measures included in the Gender Action Plan prepared for the Project are undertaken, and the resources needed for their implementation are made available, in a timely manner; (g) all necessary and appropriate measures to implement the Gender Action Plan to ensure that women can participate and benefit equitably under the Project are duly taken; and (h) existence of Protected Areas: the project sites must not be in close proximity/adjacent to the Protected Areas.

5. *Anticorruption Measures.* The Borrower/Recipient shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.

6. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower/Recipient and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility			
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members				RIMS	Annual	PMU	(A) Extreme climate change shocks do not occur. (A) Project management and support service capacity is supportive		
	Household members - Number of people			81000					180000	
	1.a Corresponding number of households reached				RIMS	Annual	PMU			
	Women-headed households - Number									
	Non-women-headed households - Number									
	Households - Number			18000					40000	
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				RIMS	Annual	PMU			
	Females - Number									
	Males - Number									
	Young - Number									
Total number of persons receiving services - Number of people										
Male - Percentage (%)				25						
Female - Percentage (%)				45						
Project Goal Contribute to smallholder poverty reduction, food security and nutrition in target Dry Zone districts	70% of project supported HHs reporting a > 30% increase in their income				Reference studies and HH surveys	Baseline, MTR, End-line	PMU	Extreme climate change shocks do not occur		
	Number of HHs - Number of people			10500					28000	
	% of children suffering from reduced prevalence of chronic malnutrition				HH survey	Baseline, MTR, End-line	PMU			
	% of children - Percentage (%)			25					50	
	% HH reporting improved food security				Food Insecurity Experience Scale (FIES) assessment	MTR	PMU			
Households - Percentage (%)			40	80						
Development Objective Build resilience and market participation of rural households in geographical areas affected by climate change	No. of individual entrepreneurs and HH report a > 50% increase in resilience score				Specific application of the resilience methodology	Annual	PMU	A) Extreme climate change shocks do not occur. R).population increases may jeopardize sustainability of management systems. A) Sustainable and qualified business service providers are available to provide access to services		
	Males - Number									
	Females - Number									
	Young - Number									
	Number of people - Number of people			10000	28000					
	1.2.8 Women reporting improved quality of their diets				Baseline, MTR and Endline surveys and Outcome Surveys	Annual	PMU			
	Women reporting improved quality of their diets - Number									
	Percentage - Percentage (%)			0					20	50
	Non-women-headed households									
	Women Headed Households									
Young - Number										
Outcome Climate resilient and value chain capacity built	Number of water user associations and producer organizations supported to manage climate-related risks				Evaluation studies	Annual	PMU	A) Social mobilization and group management support is available; A).Extreme climate change shocks do not occur; A) Sustainable and qualified SLM support is available to		
	% water user associations - Percentage (%)			50					182	
	No. of Producer Organizations with capacity to manage group enterprises in a financially profitable and sustainable way				Project M&E system	Annual	PMU			
	Number of POs - Number			100					400	

								provide ecosystem services
Output Service providers and producers' groups created and capacitated for better land and water management	No. of group members trained in land and water management				Specific Technical and project activity reports	Annual	PMU	Technical assistance is available through WFP in SLM
	Number members - Number of people		2000	6000				
Output Farmers especially women and youth trained in business and marketing	No. of farmers, women and youth trained in business and marketing				Project M&E system	Annual	PMU	Sustainable and qualified business service providers are available to provide access to services
	Males - Number							
	Young - Number							
	Not Young - Number							
	Number of people - Number of people		800	1950				
Output Advocacy and Policy meetings conducted	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed				Project M&E System	Periodic	PMU	
	Number - Number		2	5				
Outcome Climate resilient climate change and value chain investments made	No. of households reporting improved access to water resources for productive and domestic use				Project M&E system	Annual	PMU	Extreme climate change shocks do not occur A) Sustainable and qualified SLM support is available to provide ecosystem services
	Households - Number		4000	10450				
	No. of HH applying climate resilient technologies and practices				Periodic evaluation study	Annual	PMU	
	Households - Number		10000	30000				
	Number of smallholder farmers, women and youth managing their enterprises profitably				Periodic evaluation study	Annual	PMU	
	Females - Number							
	Young - Number							
	Number of people - Number of people		1500	6400				
	No. of farmers, women and youth reporting the use of knowledge in business and marketing				Periodic evaluation study	Annual	PMU	
	Females - Number							
	Number of people - Number of people		1500	4600				
	Young - Number							
Output Minor irrigation tanks and water harvesting infrastructure constructed or rehabilitated	No. of hectares of farmland under water-related infrastructure rehabilitated				Regular project monitoring	Annual	PMU	Sustainable and qualified SLM support is available to provide ecosystem services
	Hectares of land - Area (ha)		1000	3000				
Output Beneficiaries with access to market infrastructure and business services	No. of HHs utilising rural feeder roads constructed and/ or rehabilitated				Project M&E System	Quarterly	PMU	A) Local government planning support is available R) District level plans match the geographic targeting of districts and divisions
	Households - Number							
	No. of HHs with access to improved support services through the ASCs				Project M&E System	Quarterly	PMU	
	Households - Number		12000	20000				